



Ecole & syndicat



SNUipp-FSU
Haute-Garonne

flash 31

Le site du SNUipp 31: <http://31.snuipp.fr>

suppl N° 8
2 février 2011

Dispensé de timbrage

TOULOUSE CTC



PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 01/02/2011



**E
D
I
T
O**

Une nouvelle journée de grève dans l'éducation nationale est proposée aux collègues, de la maternelle à l'université, jeudi 10 février, après les manifs du 22 et avant une journée de mobilisation nationale avec les parents d'élèves en mars.

Une grève de plus ? C'est ce que pourraient penser un certain nombre de collègues. Pourtant, de notre point de vue, cette grève doit rassembler largement car la situation de l'école publique est mauvaise, très mauvaise.

Elle l'est avec les 16000 suppressions d'emplois pour la rentrée 2011, et qui s'ajoutent aux 39000 depuis 2008 et qui précèdent les 48 000 déjà programmées pour 2011-2013 si l'on ne parvient pas à inverser la tendance.

Elle l'est du point de vue des personnels qui subissent des conditions de travail dégradées, chaque année davantage, des conditions d'entrée dans le métier de plus en plus difficiles pour les jeunes collègues, le recours sans cesse accru aux emplois précaires.

Mais elle l'est surtout du point de vue des élèves et de leurs familles avec une école de plus en plus inégalitaire, qui organise le tri social et la concurrence.

Les réformes imposées depuis 2007, sans parler des précédentes, changent qualitativement la nature du service public d'éducation :

- la semaine de 4 jours en primaire, aujourd'hui décriée par tous, avec les nouveaux programmes, les évaluations et l'aide personnalisée
- la masterisation des métiers de l'enseignement qui non seulement met en péril la formation professionnelle des enseignants, mais détourne également nombre d'étudiants de ces filières (baisse de plus de 45% du nombre d'inscrits aux concours en 2011)

A toutes ces contre-réformes qui imposent le moins-disant éducatif s'ajoutent les hausses d'effectifs dans les classes, le manque de remplaçants, la gestion entrepreneuriale des personnels avec des primes aux recteurs en fonction des objectifs de dégraissage comme à France Télécom ou l'Oréal !

Alors, pour toutes ces raisons, oui cette grève est légitime.

**Rejetons cette
politique et
construisons
un autre avenir
pour l'école :
Tous en
grève le
10 février**

**Manifestation
10 h 30
Place du
Capitole**

**Syndiquez vous au
SNUipp ...
Et renforcez le
syndicalisme unitaire
combatif et majoritaire**

SOMMAIRE

Page centrale: affiche pour la
mobilisation du 10

Page 4 : Dix raisons pour être en grève
le 10 février

un enseignement
il enseigne
nous enseignons
vous enseignez

ils suppriment !



Académie
LILLE

336
postes

Académie
TOULOUSE

150
postes

Académie
NICE

116
postes

Académie
CAEN

195
postes

Académie
NANCY-METZ

298
postes

Grève et Manif le 10 h30 Capitole

Pour l'école, on ne doit pas se priver.



SNUipp
Fédération Syndicale Unitaire

Dix raisons pour faire grève le 10 février

- 1 - Des postes supprimés, des classes surchargées
- 2 - Conditions de travail : halte à la surcharge !
- 3 - Seuils : de plus en plus hauts !
- 4 - Scolarisation en maternelle: de plus en plus tard...
- 5 - RASED : le démantèlement continue
- 6 - Une formation initiale et continuée sacrifiée
- 7 - Une prise en charge des élèves handicapés loin de

l'ambition affichée

8 - Remplacements : toujours à la baisse

9 - Faire disparaître tout ce qui n'est pas devant classe

10 - Des salaires insuffisants

... Assez des annonces bidon : pour l'école, on ne doit pas se priver !

Des postes supprimés, des classes surchargées !

Les écoles de l'académie perdront 150 emplois, dont 100 d'enseignants et 50 d'intervenants en langues . Les seuils d'ouverture de classe en Haute Garonne sont parmi les plus élevés, surtout en maternelle. L'IA compte user encore et toujours plus de la globalisation des effectifs pour accueillir plus de 1200 élèves supplémentaires à la rentrée sans aucun moyen nouveau. Il envisage de ne pas ouvrir certaines classe pourtant nécessaires. Les classes à 28, 30, 32... se comptent par centaines. Les classes se remplissent sans que l'on atteigne les seuils pour ouvrir une nouvelle classe. Colomiers ou Grenade par exemple, sont des exemples édifiants de cette gestion globalisée des effectifs.. La carte scolaire dans notre département, avec sa situation particulière de cumul d'un gros pôle urbain et de zones rurales importantes, ne peut se gérer seulement en termes de moyennes. Le Service public doit être présent sur tout le territoire, et cela a un coût légitime.

Seuils : de plus en plus hauts !

Alors que notre département possède déjà les seuils d'ouverture parmi les plus élevés de France (27 de moyenne en élém, 32 en mat), l'IA devrait décider de ne pas les changer... avant la rentrée prochaine, où cela lui semble inéluctable. Bel horizon en perspective.

RASED : le démantèlement continue

Lorsqu'en 2008 le gouvernement avait décidé de supprimer progressivement les RASED, les mobilisations de la communauté éducative avaient obligé le ministère à reculer partiellement, 1/3 des postes avaient été supprimés. Depuis la volonté de démantèlement est toujours là, de manière plus insidieuse : pas de départs en formation spécialisée E et G, fermeture discrète de postes vacants. Les choix de la carte scolaire 2011 sont de nouvelles remises en cause. **L'IA de Haute-Garonne ne se prive pas de puiser dedans : 14 postes seraient supprimés à la rentrée. A ceux-ci se rajouteront des postes d'ASH. Un appel national pour la défense des RASED et de ses missions de service public a été lancé** dans le cadre des actions contre ce budget désastreux pour l'éducation.

Une prise en charge des élèves handicapés loin de l'ambition affichée

Malgré la loi de 2005 qui institue un droit d'accueil pour tous les élèves en situation de handicap, l'Éducation n'a jamais mis les moyens nécessaires à cette intégration. La seule réponse en terme de moyens est l'embauche de personnels de plus en plus précarisés, sans formation. Aujourd'hui dans notre département, de nombreuses notifications ne sont pas suivies d'effet ; la rotation accélérée des personnels déstabilise le dispositif. **Le SNUipp-FSU revendique des emplois statutaires de personnels formés.**

Remplacements : toujours à la baisse

Parmi les postes que l'IA peut fermer sans que cela se voit trop dès la rentrée, figurent ceux des remplaçants. En Haute-Garonne, ces dernières années, des dizaines de postes ont déjà disparu. Combien à la rentrée 2011 ?

Conditions de travail : halte à la surcharge !

Formulaires, tableaux, évaluations, enquêtes... les tâches de nature administrative s'accroissent, les exigences et le contrôle de l'administration se renforcent... La pression sur le métier devient plus forte. Les classes sont de plus en plus chargées. Au quotidien, nous avons de plus en plus « le nez sur le guidon ». Nous avons du mal à prendre de la distance, à trouver du temps pour réfléchir au pédagogique en équipe. Parallèlement, de plus en plus d'écoles se voient retirer leur aide administrative assurée par les employés de vie scolaire en contrats CUI. Les contrats ne sont pas renouvelés. Les conditions faites sont scandaleuses (contrats de 6 mois à 20h par semaine, pas de renouvellement au delà de 12 mois...). Notre métier c'est devant la classe. Il faut de vrais emplois d'aide administrative, avec un statut et un vrai salaire. Il faut des classes avec des effectifs raisonnables (pas plus de 25 par classe en élémentaire).

Scolarisation en maternelle : de plus en plus tard... Des seuils, de plus en plus hauts...

Dans un contexte national de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la scolarisation des deux ans en Haute Garonne a chuté à seulement 5 % , contre 30,57 % en 2002. Le SNUipp-FSU revendique une politique de la petite enfance porteuse d'égalité du service public sur les territoires. L'accueil des enfants de 2 ans doit être possible dans de bonnes conditions (effectifs à 15 maxi) dans une école maternelle ayant les moyens de fonctionner et qui ne devienne pas un « moyen de garde gratuit ».

Une formation initiale et continuée sacrifiée

Suppression de l'année de formation professionnelle à l'IUFM, utilisation des stagiaires comme moyens d'enseignement, suppression de brigades de remplacement, réduction de l'offre et de la durée des stages, logique de court terme... La formation des enseignants est en piteux état, alors que c'est un enjeu pour améliorer l'École. Plus que jamais, le SNUipp-FSU réaffirme qu'enseigner est un métier qui s'apprend ! Il revendique une véritable formation professionnelle à l'IUFM

Oui à l'augmentation des salaires

La politique salariale conduite dans la Fonction publique est catastrophique. Ces politiques ont conduit à une perte considérable du pouvoir d'achat de tous les agents de la Fonction publique. Le gel projeté pour 2011, celui prévu pour 2012 et 2013, est inacceptable, d'autant qu'ils se cumuleraient avec la forte augmentation des retenues pour pension ! **Les organisations syndicales de la Fonction publique exigent du gouvernement des augmentations salariales.**

Faire disparaître tout ce qui n'est pas devant classe

Dans la chasse aux postes, tout ce qui ne justifie pas une prise en charge de classe est menacé. Peu importe si ces enseignants permettaient une meilleure qualité ou un meilleur fonctionnement de l'école. Que va-t-il en être en Haute-Garonne ? Déjà 4 postes d'animateurs informatique sur 16, des postes de CADP sont menacés, les SESSD également...